

« Une société sans corruption est un mythe absolu »

Pour l'historien allemand Jens Ivo Engels, auteur d'un livre sur l'histoire de la corruption, aucune politique ne peut fonctionner sans compromis

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC LEMAÎTRE

Berlin, correspondant

Jens Ivo Engels, professeur d'histoire moderne et contemporaine à l'université technique de Darmstadt, en Allemagne, est l'auteur de « L'histoire de la corruption. De l'époque moderne au XX^e siècle » (S. Fischer, 2014, non traduit).

Votre livre, qui porte sur quatre siècles de corruption en Europe, commence par le scandale des décorations qui a coûté son poste au président de la République Jules Grévy en 1887. La France est-elle à vos yeux un pays particulièrement corrompu ?

Non. Simplement, la recherche historique sur la corruption est plus avancée en France que dans d'autres pays, notamment parce que la III^e République a longtemps été réduite à sa légende noire, selon laquelle tout le système parlementaire était corrompu. C'est un exemple intéressant car Jules Grévy a eu une attitude ambiguë : d'un côté, il a renoncé à une partie des pouvoirs présidentiels pour renforcer la démocratie et la république ; de l'autre, il a mené une politique très personnelle au profit de lui-même, de ses frères et de son gendre.

En Grande-Bretagne aussi, il y a un grand débat très enraciné sur la corruption politique. En revanche, la question n'a longtemps pas été soulevée en Allemagne où l'on a cru, à tort, que l'administration prussienne était incorruptible. C'est un mythe qui date du début du XIX^e siècle et auquel croient encore de nombreux Allemands. Depuis vingt ans, la question de la corruption est débattue, mais beaucoup d'Allemands sont toujours convaincus que cela ne correspond pas à une tradition nationale.

Quelle différence faites-vous entre clientélisme et corruption ?

C'est la différence entre les pratiques elles-mêmes et le jugement porté sur elles. Le mot clientélisme décrit des pratiques sans se servir d'un concept moralisateur. C'est aussi ce que j'appelle le patronage, ou la micropolitique. En français, il y a le beau terme de « faveurs », qui n'existe pas en allemand. De son côté, la corruption est un concept qui essaie de désigner, en creux, à la fois les idéaux politiques que nous souhaitons atteindre mais aussi la réalité, qui est loin de ces idéaux. C'est une notion centrale qui permet de comprendre ce qui fait la bonne politique à l'ère contemporaine.

Vous décrivez la critique de la corruption comme une conséquence des Lumières. Pourquoi ?

Jusqu'au XVIII^e siècle, il y avait plusieurs systèmes de normes en vigueur. On pouvait parfois justifier le clientélisme. Les valeurs chrétiennes ne recommandent-elles pas d'aider ses proches ? Mais on pouvait également critiquer certaines pratiques, au nom de la lutte contre la corruption. Puis viennent les Lumières, qui imposent un système de valeurs unique, où l'intérêt public occupe la place centrale. Du coup, toute forme de clientélisme est interdite, sans exception. La limite entre l'intérêt public et les intérêts privés devient absolue, sa transgression est appelée « corruption ».

Vous écrivez que critiquer la corruption relève du mythe et même que « c'est une sorte de pathologie politique ». Pourquoi ?

Il n'y aura jamais de succès complet dans la lutte contre la corruption, tout simplement parce qu'on ne peut pas définir une fois pour toutes ce qui relève de la sphère publique et de la vie privée. En Allemagne, le président Christian Wulff a dû démissionner, en 2012, notamment parce qu'avant d'être président il n'avait pas payé un repas pris avec des amis à la Fête de la bière. Était-ce public ? Était-ce privé ? Il est illusoire de vouloir définir une fois pour toutes ce qui relève de tel ou tel champ.

Bien sûr, ce mythe d'une société sans corruption est important car il est l'un des fondements de l'Etat moderne. Il est à la base des principes qui gouvernent l'administra-



Lors d'une manifestation, le 29 mai, à Zurich (Suisse), un activiste porte un masque à l'effigie de Joseph Blatter, le président de la Fédération internationale de football (FIFA), et demande son départ.

PATRICK SEEGER/DPA/CORBIS

tion. Mais d'un autre côté, il faut se rendre compte que si l'on pousse le raisonnement jusqu'au bout, tout homme politique est nécessairement corrompu : il y aura toujours un moment où certaines bornes seront franchies. Je ne connais aucun système politique qui fonctionne sans pratiques micropolitiques. Finalement, la critique systématique de la corruption part d'un raisonnement binaire. Il y a ce qui est moral et ce qui est immoral. Mais la réalité est plus complexe. Il faut donc tenir à notre idéal, mais reconnaître qu'il a des limites. On pourrait imaginer qu'un jour on n'adhère plus à ce mythe absolu d'une société sans corruption mais qu'on se mette d'accord sur les frontières acceptables par la communauté.

Peut-on dire qu'il n'y a pas de politique sans micropolitique ?

Il n'y a pas de politique sans micropolitique. Mais certaines personnes sont plus discrètes que d'autres. Il y a des échanges interpersonnels plus subtils que les échanges monétaires. Ainsi le chancelier Kohl appelait-il personnellement les responsables locaux de la CDU [Union chrétienne-démocrate] pour leur anniversaire. En échange, il obtenait des informations sur la situation locale. Ce n'était évidemment pas de la corruption, mais de la micropolitique par excellence. C'est le président de la CDU bien plus que le chancelier qui bénéficiait de ce geste. D'une certaine façon, toute personne qui aspire au pouvoir est susceptible d'être vue comme corrompue, car elle veut le pouvoir pour elle-même.

Et y a-t-il de la micropolitique sans corruption ?

Cela dépend de la culture. Pour l'ère pré-moderne, c'est-à-dire jusqu'au XIX^e siècle, le clientélisme non seulement était accepté, mais il figurait au cœur des idéaux de la société. Tous les liens sociaux étaient des liens hiérarchiques et personnalisés. Le clientélisme pouvait donc favoriser l'ascension sociale. En France, toute la noblesse de robe doit son ascension au patronage du roi ou des « premiers ministres », comme Richelieu et Mazarin. Ces pratiques étaient au service du développement et de la modernisation de l'Etat et du pays. Plus tard, sous le Second Empire et la III^e République, les préfets assuraient ce rôle, à la charnière de la politique et de la micropolitique en province, ce qui confirme ma thèse : il n'y a pas de politique nationale sans compromis locaux. Mais depuis le XIX^e siècle, ces pratiques sont jugées corrompues.

La transparence est-elle aussi un mythe ?

La volonté de tout mettre en pleine lumière peut finir par délégitimer un système politique. Or nos systèmes sont fragiles. Je ne dis pas qu'il faut taire ce qui est problématique,

mais il faut réfléchir aux conséquences. D'un côté, le fait de dénoncer la corruption peut permettre d'avoir des discussions publiques importantes. En 1892, par exemple, le scandale du canal de Panama a permis de discuter de la vénalité de la presse française – même si celle-ci est restée en grande partie vénale pendant quelques décennies. D'un autre côté, tous les régimes qui sont devenus autoritaires en Europe l'ont été dans des époques où avaient eu lieu des débats sur la corruption de la démocratie. C'est le cas notamment des fascistes en Italie ou des nazis en Allemagne.

Le scandale de la Fédération internationale de football (FIFA) marque-t-il une nouvelle ère dans l'histoire de la corruption ?

Personne n'est surpris et ces pratiques ne datent pas d'hier. Mais ce qui est nouveau, c'est qu'un Etat puissant, les Etats-Unis, mène des poursuites. Peut-être que le mythe très positif du football a besoin d'un contre-mythe, d'une face obscure. Le président démissionnaire de la FIFA, Joseph Blatter, incarnerait cela. Les révélations le concernant semblent indiquer qu'il ne recherchait pas l'argent, mais le pouvoir. Toute sa pratique de la micropolitique tendait à obtenir des intérêts symboliques. Cela montre l'ambiguïté de la corruption.

En Allemagne, Helmut Kohl a dû quitter la politique parce que des intérêts privés avaient financé sa campagne en 1998. Pourtant, aux Etats-Unis, c'est une pratique courante. Pourquoi cette différence ?

Sans doute parce qu'aux Etats-Unis cette pratique est publique alors qu'en Allemagne elle était soumise au secret. Cette différence est très importante pour l'évaluation morale des dons. Au Moyen Age, les dons donnés à un représentant de l'Etat étaient autorisés s'ils étaient publics mais interdits s'ils étaient secrets.

Vous dites que le diagnostic de la corruption à la périphérie a souvent été fait à partir du centre. Cela vaut-il aujourd'hui pour la Grèce ?

Certainement. En Allemagne, les aides européennes à la Grèce ont été justifiées par le fait qu'il fallait encourager ce pays à réformer son administration et à lutter contre la corruption. Dans le passé, on a aussi justifié la colonisation en disant qu'il s'agissait, entre autres, de lutter contre la corruption. De même, les Allemands ont expliqué qu'ils s'engageaient en Afghanistan au sein de l'OTAN pour faire taire les armes, mais aussi pour éduquer les Afghans et éliminer la corruption. Ce n'est pas forcément totalement faux. En revanche on ne peut pas dire que combattre la corruption, c'est moderniser un pays. Ce n'est pas si simple que cela. ■

ON EN PARLE

Des micros découverts chez Ai Weiwei

L'artiste dissident chinois Ai Weiwei, de retour à Pékin après un voyage en Europe, a fait une découverte déplaisante : un dispositif d'écoute était installé dans une prise électrique de son atelier. On peut le voir sur le compte Instagram de l'artiste, Instagram.com/aieww, où il a publié plusieurs photos. On y découvre aussi un petit film où un homme fait exploser une poignée de pétards dans un seau en métal placé tout à côté du micro.

L'avocat de l'artiste, Liu Xiaoyuan, a fait savoir sur Twitter que le dispositif a probablement été installé quatre ans auparavant, quand l'artiste a été mis en détention quatre-vingt-un jours par les autorités chinoises.

Ai Weiwei a inauguré, début octobre, une vaste rétrospective de son œuvre à la Royal Academy of Arts de Londres. Privé de son passeport, l'artiste a dû imaginer son exposition depuis Pékin en naviguant dans des maquettes virtuelles, et le conservateur de la Royal Academy, Adrian Locke, s'est déplacé en Chine pour le rencontrer.

« On n'avait jamais travaillé comme ça », a-t-il déclaré à l'agence Reuters. « Ai Weiwei est une sorte de poète visuel, capable de transformer des matériaux pour leur donner un autre sens, ce qui est fondamental dans l'art », souligne le commissaire de l'exposition, Tim Marlow.

Des musées s'associent pour sauver les œuvres menacées

Le 1^{er} octobre, trois jours avant la destruction de l'arc de triomphe de Palmyre, en Syrie, par les troupes de l'Etat islamiste, l'Association des directeurs de musées d'art (AAMD) du Canada, qui regroupe 242 responsables mexicains et nord-américains, a mis en place un ensemble de protocoles afin d'aider les musées à protéger les œuvres d'art menacées par la guerre, le pillage et les catastrophes naturelles. L'enjeu est de contribuer à sauver un patrimoine, mais aussi de rassurer les populations qui se désolent de ces pertes. Johnnetta Cole, présidente de l'AAMD, a expliqué dans un communiqué : « L'ampleur de la souffrance humaine en Syrie et dans d'autres zones touchées est dévastatrice, et se voit aggravée par la perte d'œuvres uniques qui sont les témoins de différentes cultures et de notre humanité commune. » Pour l'association, il s'agit d'abord d'offrir aux pièces menacées des « refuges sûrs » dans des musées membres, qui les conserveront jusqu'à ce qu'elles puissent retourner dans leur pays d'origine. Ces œuvres seront considérées comme des « prêts », afin de rassurer les musées qui les confient. Un autre protocole prévoit que les musées d'accueil s'engagent à exposer les œuvres hébergées et à les mettre à la disposition des chercheurs.

« La Nouvelle Quinzaine littéraire » en danger

Le prochain numéro de *La Nouvelle Quinzaine littéraire*, qui doit paraître le 15 octobre, n'a pas été conçu par la direction éditoriale habituelle du bimensuel, formée de Jean Lacoste, Pierre Pachet et Tiphaine Samoyault. Ils ont été écartés par Patricia De Pas, la directrice commerciale et administrative, qui avait repris en 2013 les actifs de la société éditrice, en faillite. Elle avait alors fondé une nouvelle société dont elle était l'actionnaire majoritaire. La maquette avait été refondue ; des nouveaux projets lancés, comme la collaboration avec la *New York Review of Books* et la publication d'inédits d'écrivains. Mais Patricia De Pas avait assuré qu'elle conserverait l'ancienne direction et respecterait sa ligne éditoriale, élaborée avec le prestigieux fondateur de la première *Quinzaine*, Maurice Nadeau. Cette époque est révolue.

Dans un communiqué, les collaborateurs bénévoles de la revue ont fait savoir qu'« une restructuration globale du journal et des orientations éditoriales » était en cours, et se sont étonnés de « la rapidité et la violence de ces changements ». Ces procédés, déclarent-ils, « rompent avec les pratiques de collaboration amicale qui [les] ont réunis autour de Maurice Nadeau au long des années ». ■

F. JO.